37E CONGRÈS 2019, L'UNION DANS L'ACTION

DÉCLARATION D'ENGAGEMENTS

Conseil central
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
CSN

**« Pour rendre les gens libres, indépendants et conscients,
il n'y a pas de solution autre que collective. »**

Michel Chartrand octobre 1978

L’union dans l’action

Déclaration d’engagements

Le Conseil central du Montréal métropolitain–CSN pratique un syndicalisme de combat qui se réalise dans l’action solidaire. De nombreuses luttes ont marqué l’histoire de notre organisation qui se veut rassembleuse et ouverte à la diversité et qui atteindra l’âge vénérable de 100 ans en 2020. Nous travaillons sans relâche pour être près de nos membres. Nos revendications sont le reflet de leurs préoccupations. Notre projet de société est inscrit dans une déclaration de principes que nous partageons le plus largement possible. Nous réaffirmons régulièrement la nécessité de créer des alliances larges avec d’autres organisations syndicales et, aussi, avec les groupes féministes, sociaux et environnementaux. L’union des forces progressistes de la société est la meilleure façon de remédier au cynisme dans la population. Peu importe le contexte dans lequel nous évoluons, nous cherchons à soutenir nos membres envers et contre tous.

Le fossé se creuse entre la population et les élites, ici comme ailleurs

Il y a un malaise ambiant qui règne dans plusieurs sociétés que nous pouvons qualifier de « ras-le-bol ». Il s’exprime d’abord par le mécontentement de la population envers la classe politique et, aussi, dans une moindre mesure envers les médias. En France, le mouvement des gilets jaunes reflète bien cette grogne populaire. Le mécontentement des Français s’est exprimé lors des élections présidentielles lorsque l’électorat a expulsé les vieux partis. Sans surprise, le gouvernement Macron n’a pas su être à l’écoute de la population étouffée par les réformes fiscales. Lors des affrontements, les forces policières ont réprimé violemment la population et, aussi, les journalistes. Matériel de protection confisqué par des policiers, brutalité policière et blessures graves ont entravé le travail journalistique et soulevé l’indignation populaire.

Aux États-Unis, en 2016, Trump réussit à se faire élire à la présidence, laissant pantois plusieurs analystes politiques. En campagne, le candidat Trump a promis de rendre à l’Amérique toute sa grandeur. Il s’en est pris à l’establishment politique et à l’élite économique alors que ce magnat de l’immobilier provient du monde des affaires. Il allait mettre tout ce beau monde au pas. Le président a démontré à maintes reprises qu’il est un menteur, un misogyne, un homophobe, un transphobe, un escroc, un raciste et un islamophobe, mais il demeure toujours populaire auprès de sa base électorale. De plus, il n’a que mépris pour les lois et n’obéit qu’à ses propres règles.

Sur son compte Twitter, il méprise ouvertement les médias en calomniant au passage certains journalistes personnellement. L'érosion progressive de la classe moyenne a contribué à nourrir un sentiment d'injustice que la droite a su canaliser alors que les clivages sociaux se sont accentués. La population américaine est plus que jamais divisée.

Les exemples français et états-uniens semblent bien loin de notre réalité canadienne et québécoise. Pourtant, il y a des similitudes que nous ne pouvons pas ignorer. À l'approche des élections canadiennes, il faudra faire preuve de vigilance. En effet, la vague conservatrice aux élections dans plusieurs provinces canadiennes semble vouloir influencer les intentions de vote au fédéral. Justin Trudeau a projeté l'image d'un premier ministre champion de la transparence et de la justice sociale ainsi que d'un fervent défenseur de l'environnement, mais la réalité est tout autre. En faisant l'acquisition du pipeline Trans Mountain, le gouvernement fédéral a fait preuve d'un parti pris en faveur des énergies fossiles et a renié ainsi ses engagements en matière d'environnement. Au moment où le gouvernement finalisait la transaction d'achat, en août dernier, la Cour d'appel fédérale a annulé ce projet de pipeline, estimant que le gouvernement n'avait pas consulté comme il se doit les populations autochtones. Le gouvernement Trudeau est également revenu sur sa promesse de réformer le mode de scrutin. Plus récemment, la crise liée à l'affaire SNC-Lavalin a révélé une fois de plus le vrai visage de ce gouvernement. Le cabinet du premier ministre a fait preuve d'une telle opacité au début de cette affaire qu'il a réussi à plonger le gouvernement dans une crise importante. Cette crise ébranle la confiance de la population, ce qui représente un danger pour la démocratie et ouvre toute grande la porte au populisme de droite. Il est trop tôt pour juger de son impact sur l'élection fédérale, mais d'autres sujets risquent d'être récupérés pour attiser le mécontentement de la population canadienne. Des groupes ont repris le symbole du gilet jaune à leur compte au Canada. Certains s'en prennent déjà aux immigrants et dénoncent la taxe carbone.

Le résultat des dernières élections au Québec témoigne d'une grogne qui monte. Ce sont les vieux partis qui ont mordu la poussière alors que les analystes politiques sont restés bouche bée devant le raz-de-marée caquiste. Heureusement, l'Assemblée nationale aura une voix progressiste plus forte puisque QS a fait élire dix député-es. La CAQ a promis le changement, ce qui a plu à l'électorat. François Legault est également capable d'adopter un ton populiste pour s'assurer la fidélité d'une certaine frange de l'électorat. Depuis son entrée à l'Assemblée nationale, le gouvernement caquiste a démontré qu'il est un cancre en matière d'environnement. La ministre MarieChantal

Chassé a dû rapidement démissionner puisqu'elle n'arrivait pas à s'adapter à ses fonctions, mais, surtout, elle ne maîtrisait aucunement ce dossier.

Récemment, le congédiement du lanceur d'alerte, Louis Robert agronome, qui a dénoncé l'influence de l'industrie des pesticides au MAPAQ[1] a choqué la population. À cet égard, les délégué-es de l'assemblée générale du mois de mars ont résolu d'appuyer la lutte en faveur de la réintégration de Louis Robert et exigé des excuses publiques de la part du ministre Alain Lamontagne.

Heureusement, la mobilisation de la « Planète s'invite au Parlement » sur l'urgence climatique laisse croire que la grogne citoyenne peut être canalisée en faveur d'un projet de société essentiel, la survie de la planète. Cette mobilisation fait boule de neige. Le mouvement de grève étudiant sur le climat a élevé le rapport de force des citoyennes et citoyens en faveur d'une révolution en matière de lutte aux changements climatiques.

Les valeurs que nous défendons sont universelles et intemporelles[2]. Elles prennent forme dans les résolutions qui ont été adoptées au fil du temps lors des congrès. Plusieurs de ces résolutions demeurent d'actualité et font l'objet de nos engagements syndicaux et politiques.

Engagements

Bâtissons un mouvement syndical fort, près des syndicats pour contrer le cynisme ambiant et le mépris des élites.

Renforçons nos alliances sur les enjeux sociaux, environnementaux et politiques afin d'augmenter notre rapport de force.

Engageons-nous à renforcer le rôle d'une information juste, indépendante et de qualité, gardienne de la démocratie.

L'union dans les luttes syndicales au quotidien

Nous appuyons les syndicats lors de la négociation de leur convention collective en organisant la stratégie de mobilisation. Nous nous mobilisons en faveur de la justice sociale et de l'amélioration des conditions de vie et de travail. Nos préoccupations en matière de travail, tant sur le nombre d'heures de travail, sur la qualité de travail ou sur une juste rémunération et un salaire minimum à 15 $ l'heure, reflètent le contexte

1 Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
2 Extrait de la déclaration de principes, introduction p.4

dans lequel nous tentons de faire améliorer les conditions de travail. Nos stratégies s'adaptent à la conjoncture.

L'action contre la précarité

Lors de son dernier congrès au printemps 2017, la CSN s'est donné le mandat de revendiquer un salaire minimum à 15 $. Répondant à l'appel, des fédérations ont saisi l'occasion d'intégrer cette revendication dans une stratégie de lutte à la précarité. Dans plusieurs syndicats, les projets de négociation visent une augmentation du pouvoir d'achat ainsi que des mesures de conciliation famille-travail. À cet égard, l'accompagnement des syndicats pour faire une analyse du rapport de force s'avère essentiel. Depuis l'automne, certains syndicats ont obtenu une augmentation du taux horaire de départ à 15 $. C'est le cas du STT de Volailles Marvid qui a conclu une entente, en février 2019, comprenant une échelle salariale qui débutera à 15,30 $ l'heure. Ce syndicat ouvre la voie à d'autres du secteur privé. Dans le monde communautaire, le STT de l'Accueil Bonneau, affilié à la FSSS, a réussi à obtenir une échelle salariale qui débute à 15 $ l'heure lors de la signature de leur première convention collective en septembre 2018.

Engagement

Poursuivons nos luttes contre la précarité et engageons-nous à suivre les progrès réalisés par les syndicats et soutenons-les dans leur mobilisation.

Le présent mandat a débuté au moment de la neuvième ronde de négociation coordonnée dans l'hôtellerie. Profitant d'une conjoncture touristique favorable, les travailleuses et travailleurs ont déployé une stratégie de mobilisation qui leur a permis d'obtenir de meilleures conventions collectives. Les conditions de travail du secteur de l'hôtellerie à la CSN sont parmi les meilleures en Amérique du Nord. Le modèle de négociation coordonnée dans ce secteur a fait ses preuves.

Les luttes locales

Plusieurs autres syndicats du secteur privé ont négocié le renouvellement de leur convention collective. Quelle que soit la fédération à laquelle ils sont affiliés, c'est par la détermination et la solidarité qu'ils ont réussi à faire reculer des demandes patronales inacceptables et à faire des gains. Plus récemment, au printemps 2018, les membres du STT des CPE de Montréal et Laval ont déclenché une série de journées de grève afin de s'opposer aux reculs majeurs exigés par l'Association patronale

des CPE sur l'organisation du travail au sujet d'enjeux cruciaux comme l'application de l'ancienneté, la liste de rappel ainsi que les horaires de travail. La colère et l'indignation des travailleuses se sont canalisées dans une mobilisation qui a fait reculer les patrons sur toutes leurs demandes. Elles ont mené une lutte exemplaire en s'alliant aux parents et à la population de façon générale.

Les membres du Syndicat des employé-es de magasins et de bureaux de la SAQ (SEMB-SAQ) ont amélioré considérablement les conditions de travail des employé-es à temps partiel. Le syndicat a également réussi à faire réduire les disparités de traitement entre les salarié-es et à améliorer la conciliation famille-travail. En ciblant des enjeux pour combattre la précarité, c'est l'ensemble des travailleuses et travailleurs qui bénéficient de ces avancées.

À la suite de la création des mégastructures découlant de la fusion des établissements dans le secteur public, les syndicats des CIUSSS et CISSS ont négocié les 26 matières locales[3] avec les contraintes de la loi 30[4] et le mépris affiché par certains employeurs.

Après avoir conclu les ententes locales, les syndicats doivent rapidement se préparer à la prochaine ronde de négociation du secteur public. Les mesures d'austérité de l'époque libérale ont eu de graves conséquences sur les conditions de travail des employé-es ainsi que sur la qualité des services publics partout. Ce que nous avons dénoncé sur la place publique s'est avéré. Les mégastructures en santé et services sociaux ont entraîné une déshumanisation des services. Les salarié-es sont épuisés, bien souvent aux prises avec de la détresse psychologique, et un manque de reconnaissance. Les premières étapes franchies dans la préparation de la négociation du secteur public donnent lieu à une stratégie de mobilisation orientée vers les membres à la base. Le conseil central misera sur l'écoute de ses membres pour s'engager dans cette négociation de manière combative.

Tout comme le village gaulois d'Astérix, la communauté du CHU Sainte-Justine, appuyée de l'intersyndicale CSN, a réussi à faire reculer l'ancien ministre de la Santé, Gaétan Barrette, qui voulait imposer une fusion des administrations de l'hôpital Sainte-Justine et du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM). La détermination a eu raison de l'arrogance et du non-sens dans cette affaire.

3 La loi prévoit qu'un certain nombre de matières des conventions collectives du réseau de la santé et des services sociaux, 26 précisément, sont négociées localement depuis l'application de la loi 30.

4 Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales, cette loi a modifié le régime de négociation dans le réseau de la santé et des services sociaux.

La grève générale illimitée déclenchée au début de l'année 2019 par les membres du Syndicat des tuteurs et tutrices de la Télé-Université est un combat où se joue l'avenir de l'enseignement à distance dans l'ensemble du réseau universitaire et celui des cégeps. La préservation des emplois et la reconnaissance du rôle des tuteurs et tutrices dans l'encadrement des étudiantes et des étudiants sont aussi au cœur de ce conflit qui n'est toujours pas réglé au moment d'écrire ces lignes. Cette lutte incarne les transformations du monde du travail.

Engagement

Engageons-nous solidairement à soutenir les syndicats lors de la négociation collective.

La mobilisation au cœur de notre action

Le travail de mobilisation vise à déployer la meilleure stratégie d'action afin d'obtenir le règlement d'une négociation d'une convention collective. C'est le travail des conseillers syndicaux au conseil central d'aider les syndicats à définir et à établir le rapport de force. Un portrait étayé du syndicat permet de renforcer les liens de solidarité ainsi que le sentiment d'appartenance des membres à la CSN. On veut aussi comprendre le contexte dans lequel la négociation va se dérouler en connaissant la situation de l'employeur. Ce travail ne peut se faire sans être à l'écoute des travailleuses et travailleurs, il faut être près d'eux, les mettre à contribution et faire appel à leur créativité. L'autonomie, la solidarité et la démocratie sont les trois socles de la cohésion du syndicat.

Engagement

Misons sur les aptitudes humaines et collectives dans un monde du travail judiciarisé et individualiste. Engageons-nous à entretenir l'union dans nos rangs et dans les syndicats.

Notre action en matière d'urgence climatique

L'urgence d'agir en matière de protection de l'environnement a également pris une grande place dans notre engagement. Dans les années 1980, nous nous engagions à mieux comprendre les enjeux environnementaux, à mettre de l'avant le concept de développement durable, à faire la lutte à la pollution atmosphérique et à réfléchir au concept de décroissance. Progressivement, nous avons intégré les

enjeux environnementaux dans tous les aspects du développement économique et social. Nous avons fait nôtres les concepts de l'aménagement durable du territoire afin de revendiquer, entre autres, le développement du transport collectif et actif. Nous avons produit des mémoires pour orienter les choix des gouvernements et pris la rue pour dénoncer certaines décisions. Le discours des climatosceptiques a une place dans le débat public que l'on ne peut sous-estimer. Notre système économique dépend trop des hydrocarbures pour la production industrielle et la vie de tous les jours. Nous sommes forcés de constater que le système capitaliste compromet l'avenir de l'humanité. Le dérèglement du climat nous le rappelle. Dans le nord du Québec, la flore et la faune sont affectées, ce qui menace le mode de vie traditionnel des populations autochtones. Au Nunavik, la fonte du pergélisol continue de nous préoccuper. La libération d'une quantité phénoménale de CO_2 emprisonné dans le pergélisol depuis des millions d'années va aggraver encore davantage les changements climatiques. À la Baie-James, les feux de forêt qui se sont multipliés ont ravagé la forêt boréale. Les pluies verglaçantes et les inondations sont des phénomènes météorologiques extrêmes auxquels nous allons devoir nous habituer. L'urgence climatique nous amène à revendiquer un changement radical de nos modes de production et de consommation. Les travailleuses et travailleurs ne sont pas à l'abri des bouleversements engendrés par les changements climatiques. C'est pour faire face aux défis de la transformation de l'économie que le mouvement syndical revendique une transition énergétique juste impliquant pleinement les travailleuses et les travailleurs ainsi que les communautés.

Engagement

Portons-nous à la défense de la planète. Demeurons dans l'action en matière d'aménagement durable du territoire ainsi qu'envers le développement du transport collectif et actif.

La solidarité internationale

Notre combat contre le néolibéralisme à l'ère de la globalisation des marchés s'est incarné dans la lutte contre la privatisation et la marchandisation des services publics et s'oppose à l'exploitation tous azimuts des ressources naturelles. Le phénomène de délocalisation des emplois, ici et ailleurs, nous a menés à revendiquer de meilleures conditions de travail pour tous. Le droit à la syndicalisation, le droit à la négociation collective et à l'amélioration des salaires sont au cœur des revendications portées

par le mouvement syndical au nord comme au sud. Le rendez-vous de la Journée mondiale du travail décent[5], le 7 octobre de chaque année nous rappelle l'exploitation dont les travailleurs sont victimes et les luttes pour la combattre. Nous continuons de réclamer plus de transparence et de démocratie dans la négociation d'ententes commerciales ainsi que le renforcement des pouvoirs législatifs en matière de politiques sociales, de lois du travail et de protection de l'environnement.

Nous avons forgé des alliances avec des syndicats ailleurs dans le monde, particulièrement en Amérique latine et aux États-Unis, et tissé des liens de solidarité avec le mouvement altermondialiste. La Marche mondiale des femmes a pris son envol grâce au mouvement féministe appuyé par le mouvement syndical, notamment par l'implication des militantes du conseil central. Les stages du Centre international de solidarité ouvrière (CISO) rendent possibles des échanges entre militantes et militants de différents pays. L'impact de la solidarité internationale s'incarne ainsi dans des expériences concrètes qui sont riches d'enseignements sur les réalités de la précarité et de l'exploitation des travailleuses et des travailleurs.

Engagements

Poursuivons notre engagement en solidarité internationale.

Le retour en force de la droite dans de nombreux pays est préoccupant. En Europe, notamment en Pologne, en Hongrie et en Italie, mais aussi en Amérique latine, la droite a repris le pouvoir. Cette droite s'est hissée au pouvoir en tenant un discours anti-immigration décomplexé et a dénoncé les élites mondialisées pour se démarquer et obtenir la faveur de l'électorat. En réalité, ces gouvernements sont tout aussi près de l'élite économique et optent pour une approche commerciale ultralibérale et anti-environnementale. C'est dans cet esprit que le gouvernement Trump a forcé la réouverture de l'ALÉNA ayant donné lieu à un nouveau traité appelé Accord États-Unis–Mexique–Canada (AEUMC). Le Canada a dû faire des concessions pour conclure une nouvelle entente avec les Américains. Il a fini par leur céder une part du marché de la gestion de l'offre. Ceux-ci sont aussi parvenus à avoir une meilleure protection de la propriété intellectuelle, ce qui entraînera une augmentation des prix des médicaments au Canada. Même si l'exception culturelle a été reconduite dans le nouvel accord, le refus du Canada de réglementer les géants numériques comme Netflix, Google, Facebook et Apple de ce monde pose une véritable menace pour la

5 À l'initiative de la Confédération syndicale internationale, la JMTD est une journée qui unit les syndicats du monde entier pour lutter en faveur du travail décent.

production de contenu canadien en matière de culture et d'information. Les difficultés actuelles de nos médias en témoignent. Par ailleurs, l'élimination du chapitre 11 établissant le mécanisme de règlement des différends entre États et investisseurs est une victoire importante pour le mouvement altermondialiste et syndical. Ce chapitre permettait aux entreprises de poursuivre les États par le biais de tribunaux privés.

De l'ALÉNA à l'AEUMC

Il est encore difficile de prendre la mesure complète des impacts de cet accord, mais chose certaine, les gouvernements n'ont pas renié le modèle commercial qui favorise les entreprises au détriment des populations, ce que nous dénonçons depuis les années 1990. Le conseil central suivra ce dossier avec attention alors que le Congrès américain devra entériner la nouvelle mouture de cet accord commercial en 2019. De plus, la question des tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium qui n'ont pas été levés, en dépit de cet accord, demeure un enjeu pour le Canada. En avril 2018, nous avons pris position en assemblée générale, notamment en adoptant des principes à respecter dans la foulée de la négociation de l'ALÉNA. Ces principes serviront à mesurer les impacts de cet accord sur nos conditions de travail et de vie et à intervenir auprès du gouvernement en conséquence. C'est également en renforçant nos alliances avec le Front authentique des travailleurs du Mexique (FAT), syndicat indépendant œuvrant, entre autres, dans les maquiladoras[6] et le syndicat indépendant américain United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE) que nous mobiliserons les travailleuses et les travailleurs des trois pays signataires de l'AEUMC. De plus, nous continuerons à participer aux stages du Centre international de solidarité ouvrière (CISO) avec le Mexique. C'est une occasion privilégiée pour les militantes et militants d'aller à la rencontre de personnes et de groupes qui défendent les droits du travail et les droits de la personne.

Engagements

Engageons-nous à mobiliser les syndicats autour des enjeux des négociations commerciales et accords de libre-échange.

Poursuivons notre engagement au sein du Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

Appuyons nos allié es des États-Unis et du Mexique.

6 Ce terme désigne une usine qui bénéficie d'une exonération des droits de douane pour pouvoir produire à un moindre coût des marchandises assemblées, transformées, réparées ou élaborées à partir de composants importés; la majeure partie de ces marchandises est ensuite exportée.

L'union en faveur des services publics

En se portant à la défense des services publics, le CCMM–CSN appuie des réseaux qui ont su évoluer depuis la Révolution tranquille même s'ils ont été passablement malmenés au fil du temps. Depuis les années 90, la vision néolibérale des gouvernements a pris le pas sur le bien commun dans notre société.

Le Conseil central du Montréal métropolitain a lutté aux côtés de ses syndicats affiliés et de ses allié-es des groupes progressistes afin de préserver les services à la population et d'améliorer les conditions d'exercice du travail dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux ainsi qu'en éducation. Les Inuit et les Cris ont des revendications quant à l'amélioration des services publics qui leur sont propres et que nous appuyons.

En action en faveur d'un réseau public de santé et de services sociaux

Les gouvernements libéraux Charest et Couillard ont affaibli les services publics, notamment dans le réseau de la santé et des services sociaux. Les deux vagues de réorganisation et de fusions d'établissements, jumelées à des compressions majeures, ont favorisé l'émergence du secteur privé, au profit de celles et ceux qui peuvent se le permettre, et laissé une grande place aux PPP sociaux[7] et à la philanthropie pour pallier le désengagement de l'État. Les missions des institutions ont été sacrifiées pour créer des entités strictement administratives. Les CLSC ont été affaiblis alors que les groupes de médecine familiale se sont multipliés. En 2016, ce sont carrément des activités et du personnel professionnel des CLSC qui ont été transférés vers les groupes de médecine familiale. C'est une approche d'abord médicale qui est préconisée, au lieu d'une intervention interdisciplinaire dispensée par les équipes de CLSC. On a déshabillé Pierre pour habiller Paul au mépris d'un modèle de services publics ancré dans les communautés et axé sur la prévention. Les CHSLD, quant à eux, sont dans un état de délabrement pitoyable. Le manque de personnel met en péril les services aux personnes âgées qui sont déjà en état de vulnérabilité. Les critiques de la population ne remettent pas en cause le dévouement du personnel. De toute évidence, les préposé-es aux bénéficiaires et les infirmières ainsi que le reste du personnel font de leur mieux dans un contexte de manque de ressources. La ministre Blais a bien promis d'améliorer les services aux aîné-es, mais nous n'avons pas plus de précisions pour l'heure. Chose certaine, le gouvernement devra accorder plus de ressources financières et humaines pour améliorer les soins de santé aux aîné-es.

7 Les partenariats qui permettent à une fondation privée de s'immiscer dans le domaine des politiques sociales.

Seul le secteur public est habileté à relever ce défi avec compétence sans que le statut social et le revenu soient un obstacle.

Au Nunavik et à la Baie-James, le réseau de la santé et des services sociaux se limite aux interventions de première ligne alors que les services spécialisés en santé sont donnés à Montréal. Dans la foulée des réformes et compressions, nous avons aussi appuyé les syndicats dans leur lutte pour faire reculer le ministère de la Santé et des Services sociaux, notamment lors de la fusion des laboratoires.

En action pour préserver le réseau de l'éducation

En éducation, la situation est tout aussi dramatique. Les compressions dans les universités, dans l'enseignement collégial et aux niveaux primaire et secondaire ont compromis la qualité des services à la population. Il est incongru que les gouvernements n'accordent pas plus d'importance à l'éducation. Toute société rêve d'un réseau de services de garde et d'un réseau scolaire qui soient des lieux d'épanouissement et de réalisation, à partir de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte. Mais la réalité est toute autre. Le projet de la CAQ à l'effet d'instaurer des maternelles 4 ans mur à mur menace le réseau des CPE et des services de garde en milieu familial régis. Ce réseau a fait ses preuves et a tout ce qu'il faut pour offrir aux enfants de 4 ans un milieu de vie qui répond très bien à l'ensemble de leurs besoins, tant au plan affectif que sur le plan des apprentissages. Aussi, l'état de vétusté des écoles primaires et secondaires a forcé la fermeture de plusieurs d'entre elles. La situation est telle que la Commission scolaire de Montréal a dû ouvrir 91 classes modulaires qui ont été installées dans les cours d'école, ce qui équivaut à cinq écoles, au coût de 20 millions de dollars. La priorité devrait être accordée à l'ajout de ressources professionnelles et de soutien dans l'accompagnement des élèves et à la pénurie des locaux. L'augmentation du nombre d'élèves explique le fait que les libéraux aient dû délier les cordons de la bourse en fin de mandat. Mais c'était trop peu trop tard puisqu'ils ont été incapables de rattraper le retard des travaux d'infrastructures dû aux politiques d'austérité appliquées en éducation. Ceci sans compter les suppressions de postes qui ont eu un effet sur le quotidien des élèves. Tout comme dans le réseau de la santé, les travailleuses et travailleurs des commissions scolaires sont en surcharge de travail et à bout de souffle.

Le réseau des cégeps qui célébrait ses 50 ans en 2017 a aussi besoin d'un répit. Un réinvestissement massif post-austérité est réclamé à l'aube du premier budget de la CAQ. La mission des cégeps est également sous pression depuis quelques années.

Le patronat exige un meilleur arrimage entre la formation et les besoins du marché du travail, mais les enseignantes et les enseignants ont des craintes quant aux conséquences sur la qualité des diplômes dans un monde du travail en constante transformation. En ayant des cours spécifiques pour des besoins ponctuels d'une entreprise, les compétences sont difficilement transférables à d'autres milieux. Les travailleuses et travailleurs sont plus vulnérables aux soubresauts de l'économie. Les cégeps sont également, à nos yeux, des lieux d'épanouissement et d'apprentissage à la citoyenneté et à la culture.

Le modèle de financement des universités demeure un enjeu important pour l'avenir du réseau public des universités au Québec. En plus des compressions subies dans la foulée de l'austérité, le modèle de financement a mis en concurrence les institutions puisqu'il est basé sur le nombre d'étudiantes et d'étudiants admis. En décembre 2018, le ministre Roberge a promis de verser 7,5 millions de dollars à cinq composantes régionales du réseau de l'Université du Québec, mais c'est plutôt un engagement à long terme qu'il faut si l'on veut améliorer l'enseignement universitaire et viser le développement économique et social de la société québécoise. Le contexte de concurrence a mené vers une vision mercantile de l'enseignement, particulièrement en enseignement supérieur. Dans un tel contexte, il est important de valoriser le rôle des professeurs et des chargé-es de cours dans la transmission des connaissances et dans l'accompagnement des étudiantes et des étudiants tout au long de leur parcours.

Les Cris et les Inuit ont chacun leur propre commission scolaire. En plus d'enseigner les niveaux primaire et secondaire, des cours de formation professionnelle sont offerts aux adultes. Si les jeunes souhaitent poursuivre leurs études après le secondaire, ils doivent s'exiler au Sud. Certains cégeps ont développé des approches et des programmes adaptés aux Autochtones, notamment le cégep John Abbott situé à Sainte-Anne-de-Bellevue.

Engagements

Poursuivons notre engagement à défendre les services publics des différentes missions de l'État.

Réclamons un réinvestissement massif dans les services publics.

Crise des finances publiques !

Le contexte de crise des finances publiques qui a engendré plusieurs vagues de compressions des services publics accompagnées d'une hausse de la tarification nous

a menés à revendiquer une fiscalité plus progressive, qui permet le financement des différentes missions de l'État. Grâce à nos alliances, entre autres avec la Coalition Main rouge et le Collectif Refusons l'austérité, ces revendications sont largement partagées. Le gouvernement de la CAQ a décidé de réinvestir les surplus de 2,3 milliards dans le secteur de la santé et des services sociaux ainsi qu'en éducation. Cependant, il y a lieu de s'interroger sur ses priorités. Les investissements annoncés amélioreront les infrastructures dans les réseaux publics, mais trop peu sont prévus dans les soins à la population. La hausse du budget en éducation servira principalement à construire des classes pour les maternelles 4 ans alors que ces sommes auraient dû servir à construire de nouvelles écoles, notamment à Montréal. Des investissements auraient également dû être consentis dans les services directs aux élèves et à l'aide à la réussite scolaire.

Dans le réseau de la santé et des services sociaux, les réinvestissements serviront à embaucher du personnel supplémentaire, un répit bien mérité pour toutes les personnes qui œuvrent au quotidien auprès de la population. Entre autres, le gouvernement compte créer de nombreuses places pour les aîné-es dans de nouvelles maisons d'hébergement, alors qu'il a bien peu d'argent pour améliorer les conditions d'hébergement dans le réseau des CHSLD[8].

Pour l'instant, le gouvernement a renoncé aux baisses d'impôt qui, de toute façon, ne bénéficient qu'aux plus riches. Nous continuerons néanmoins à revendiquer une fiscalité juste et progressive qui met à contribution les mieux nantis et met un frein à l'évitement et l'évasion fiscale.

Engagements

Engageons-nous à poursuivre la lutte en faveur d'une justice fiscale qui permet un financement des missions de l'État.

Poursuivons l'éducation politique pour faire grandir l'union des forces syndicales et sociales qui appuient cette revendication.

Dans le contexte actuel, il est important de renforcer notre action syndicale et d'unir nos forces. La mobilisation citoyenne et étudiante sur l'urgence climatique nous inspire. Le mouvement #MoiAussi, né des dénonciations des agressions sexuelles ailleurs dans le monde et ici au Québec, a donné un élan au mouvement des femmes

8 Centre hospitalier de soin de longue durée

qui revendique la fin de la violence dont elles sont victimes. Ceci a renforcé notre action politique sur des enjeux de la condition féminine particulièrement, mais aussi dans le dossier LGBT+. Le conseil central est entré en action sans hésitation en joignant ces mouvements de mobilisation. C'est avec détermination que nous nous engageons à l'union des forces syndicales dans ce concert des mouvements sociaux.

« L'union dans l'action » exprime le rapport de force que nous sommes en mesure de déployer. C'est ce qui caractérise l'engagement du conseil central depuis sa fondation.

Références

https://www.ccmm-csn.qc.ca/wp-content/uploads/2018/09/ag-18-04-04mp.pdf

https://www.ciso.qc.ca/cooperation/stages-syndicaux-a-letranger/

https://www.quebec.attac.org/?le-nouvel-alena-des-demi-victoires

https://www.monde-diplomatique.fr/2018/11/WALLACH/59196

https://www.capital.fr/economie-politique/menace-populiste-leconomie-nexplique-pas-tout-1322196

https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/544962/internationale-reactionnaire

https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/535945/les-batailles-de-l-europe

https://www.ledevoir.com/opinion/idees/548630/projet-de-loi-sur-l-immigration-au-dela-des-sentiments?fbclid=IwAR0yBKpbMkMdjigyjCrOA_KsacwCn-DOJG-lA5cjxH5svFAomspa7C-WooI

https://www.ledevoir.com/opinion/editoriaux/548565/elections-2019-le-spectre-du-populisme

https://www.infopresse.com/article/2018/8/17/vividata-confiance-canadiens-medias-fausses-nouvelles-jean-hugues-roy

https://www.infopresse.com/article/2018/3/27/la-confiance-des-quebecois-envers-les-entreprises-toujours-en-declin

https://www.lesechos.fr/10/11/2016/lesechos.fr/0211483148911_portrait-robot-de-l-electeur-de-donald-trump.htm

https://www.csn.qc.ca/actualites/les-eleves-font-les-frais-des-compressions-imposees-par-quebec/

https://www.csn.qc.ca/actualites/la-csdm-fait-le-choix-de-maintenir-la-surcharge-de-travail/

https://fneeq.qc.ca/fr/revision-des-cegeps-et-rapprochement-avec-lentreprise-privee-la-fneeq-espere-des-nuances-importantes/

https://lactualite.com/lactualite-affaires/2009/09/21/les-nouveaux-philanthropes/